

ASSEMBLÉE NATIONALE

3 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° I-CF188

présenté par
M. Tivoli

ARTICLE 16

Supprimer l'alinéa 37.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'agriculture française est en perte de vitesse et le nombre d'importations de produits agricoles sur notre sol n'a jamais été aussi élevé. Face à la poussée inflationniste, plus d'un français sur deux affirme avoir réduit sa consommation de viande, en particulier pour des critères économiques.

De fait, l'indexation des élevages sur le prix de l'eau entraîne une triple problématique :

Économique : Protéger les producteurs de la hausse des taxes, c'est également protéger le consommateur. La crise du COVID 19 et la guerre en Ukraine nous ont montré la nécessité d'être une nation souveraine sur les plans alimentaires et énergétiques. Par conséquent, nous devons protéger nos éleveurs de la hausse des prix pour garantir le bon fonctionnement de notre modèle agricole.

Sociale : Augmenter les taxes, c'est augmenter le prix d'achat. Or, nous ne pouvons-nous mettre nos agriculteurs encore plus en difficulté en les confrontant à des produits venus du monde entier qui ne respectent aucune règle. Le marché tel qu'il est réglementé aujourd'hui et les traités européens créent un dumping social et des disparités telles qu'il est impossible pour nos agriculteurs d'être compétitifs sur les étals des supermarchés.

Enfin, la dernière conséquence est écologique : Augmenter les prix des produits français va entraîner une diminution de l'achat de ces produits et créer une dépendance vis à des élevages étrangers. Pourtant, la qualité de ces derniers laisse perplexe quant au modèle écologique que nous prônons. Importer de la viande de l'autre bout du monde, souvent maltraitée et alimentée avec des produits nocifs pour l'environnement est une catastrophe écologique. Dans le même temps, nous disposons sur notre territoire d'une agriculture des plus raisonnée au monde. Importer une viande venue d'Asie ou d'Amérique, c'est encore légitimer le modèle de ferme-exploitation que nous combattons en Europe.

Pour toutes ces raisons, laisser nos agriculteurs seuls dans un contexte d'inflation face au marché mondial seraient une catastrophe économique sociale et écologique.